



Association d'  
Objecteurs de Croissance

## Décroire pour décroître ? Objections et suggestions de croissance

Marie-Dominique Perrot

Journée de réflexion sur l'objection de croissance

21 février 2009, Bruxelles

[www.liege.decroissance.be/AdOC/](http://www.liege.decroissance.be/AdOC/) – [info@liege.decroissance.be](mailto:info@liege.decroissance.be)

### Pourquoi faut-il décroire ?

Il existe des questions sur lesquelles se précipitent des réponses, des questions qui appellent et attirent des réactions immédiates rapides et ravies de contribuer à clore le débat. Comme disait Balint : « posez des questions, vous n'obtiendrez jamais que des réponses ». *Décroire pour décroître ?* propose un point d'interrogation comme ouverture d'un espace de réflexion, comme une invitation à ne pas conclure trop rapidement. C'est le paradoxe de l'époque : le sentiment d'extrême urgence qui nous habite et qui renvoie à une urgence de la réflexion en profondeur, sur la durée, une réflexion qui elle, ne fait justement pas bon ménage avec la rapidité, le surfing, et le zapping – cette espèce de course insensée vers un but qu'on ne cherche même plus à définir – qui ont force d'obligation par les temps qui courent, que dis-je, les temps qui galopent !

Décroire est un néologisme, l'invention d'un verbe qui exprime autre chose que le verbe « douter » ; il implique un processus de dégrisement, de désintoxication, mais non pas de désenchantement.

Décroire, ce n'est pas échapper au phénomène de la croyance en général. Ce serait une tâche impossible et même pas souhaitable. Nous sommes tous et toujours habités par des croyances. Jean Pouillon disait que « la croyance est l'ombre portée de la pensée ». On croit ce que d'autres – apparemment plus qualifiés, ou réellement qualifiés – croient ; on croit savoir aussi par nous-mêmes, on croit parce qu'on a accordé sa confiance au savoir ou à l'expertise que l'on ne maîtrise pas.

Mais on peut également croire sans croire tout à fait. Mme Du Deffand, cette contemporaine de Voltaire, disait : « je ne crois pas aux fantômes, mais j'en ai peur ! » Ou Croce, philosophe et homme politique italien, à propos du mauvais œil : « je sais que c'est faux, mais j'y crois ». Aujourd'hui, ce qui est caractéristique, c'est que l'on ne veut pas croire ce que l'on sait. Cela inhibe l'action nécessaire et urgente.

Décroire, c'est s'interroger à propos de certaines évidences majeures et d'un ensemble de croyances mineures. Ces évidences, ces présupposés et ces croyances sont celles que nous avons à réfuter, à mettre en cause, non parce qu'elles sont dominantes, mais en raison de leur caractère délétère et mortifère.

Décroire, c'est faire un pas supplémentaire pour aller au-delà de la critique des croyances des autres (qui nécessairement ont tort de croire à ce qu'ils croient ; les incroyants sont aussi qui croient que les autres croient), et de nous mettre à l'épreuve pour voir si nous ne sommes pas aussi, des croyants quelque peu hallucinés.

*Décroire pour décroître ?* La formule souligne l'effort théorique nécessaire pour fonder de nouvelles pratiques et

éviter de tomber dans les anciens pièges, les trappes toujours béantes. Effort théorique qui ne doit pas être opposé à une approche qui ferait la part belle aux pratiques. D'emblée il est important d'être clair à ce sujet. Surtout n'opposons pas les considérations théoriques aux propositions et analyses de pratiques, car elles sont indissociables. On devrait plutôt parler d'un mixte, de la connaissance en acte, de savoirs qui agissent, d'actions réfléchies, de pratiques existentielles et politiques. Certes, chacun et chacune peut être davantage porté tantôt sur la théorie ou tantôt sur l'action, mais celle-ci repose toujours sur une théorie (implicite ou non) et la réflexion théorique est une pratique tout aussi concrète que celle de planter des pommes de terre ou de manifester contre le forum de Davos.

Donc, nous avons à interroger ce rapport entre savoirs et croyances.

Les croyances sont aussi historiques, collectives. Nous sommes à un tournant où il faut renoncer à certaines croyances, y substituer d'autres. Comme le dit Michel Beaud dans son ouvrage « Le basculement du monde »<sup>1</sup>, nous sommes à une période axiale où les menaces qui pèsent sur les hommes et la nature sont tellement fortes qu'elles nous obligent à nous poser les questions essentielles. La crise, c'est le moment de tous les dangers, mais c'est surtout, étymologiquement, lié à la décision, c'est le bon moment des décisions.

Décroire dans ce contexte engage à analyser comment et pourquoi certaines formes historiques de la croyance en la croissance et dans le « bon développement » perdurent en dépit des échecs et des perversions avérées du système, en dépit du fossé entre promesses et réalisations.

Mais avant d'aborder ces croyances qui nous menacent et qui sont encore souvent capables de nous affecter, accordons-nous un moment d'autosatisfaction. Depuis 30 ans, les critiques du développement ont eu raison de s'opposer non pas à la croissance en tant que telle et globalement<sup>2</sup>, mais à l'indice de croissance, à la croissance démesurée, au productivisme à tout crin et plus fondamentalement au développement. Il ne s'agissait d'ailleurs pas de s'opposer à la production – cela serait ridicule – mais à sa croissance perpétuelle.

La crise nous donne raison, de manière dramatique, et ce que nous pouvons en dire, en ouverture, c'est qu'en dépit de ses conséquences actuelles et à venir, cette crise est normale et parfaitement logique, attendue. S'il ne fait pas bon être banquier aujourd'hui, il y a pire : être économiste.

<sup>1</sup> Paris, La Découverte, 1997.

<sup>2</sup> Aucun objecteur de croissance ne souhaite cette absurdité totale, mais les critiques de la décroissance persistent de faire comme si c'était là notre position afin de pouvoir la pourfendre plus facilement.

La crise était prévisible comme les autres avant elle. Simple-ment il n'était pas possible de dire exactement quand la bulle financière allait éclater, mais une bulle est de toute façon faite pour éclater, sinon on n'utiliserait même pas cette métaphore ! Donc on savait, mais on n'y croyait pas. Très rares ont été les économistes – sans parler des politiques – qui ont le courage et l'intelligence d'affronter théoriquement les représentations, les croyances et les présupposés sur lesquels repose le système de production et de destruction massives. François Partant<sup>3</sup> est l'une de ces exceptions ; voici ce qu'il disait en 1983 : « On ne peut arrêter la machine folle. On vit actuellement sur une spéculation financière invraisemblable, qui ne peut que se développer, mais qui ne peut aussi que s'achever sur un krach boursier international, c'est à peu près évident ».

Il y eut l'effondrement du mur de Berlin, qui put faire croire au triomphe du capitalisme. Mais cette euphorie fut de courte durée. Qu'on se rappelle l'éclatement de la bulle Internet en 2000, suivie d'une nouvelle embellie... et de l'effondrement général que nous connaissons aujourd'hui. Le moment est venu de provoquer ou de prendre acte d'un autre type d'effondrement, nécessaire celui-ci, celui des grandes croyances liées au « développement ».

Le développement capitaliste, c'est le développement réellement existant, non pas le développement rêvé qu'on nous fait miroiter depuis 60 ans. À la place nous avons le cauchemar, celui qui naît d'une croissance supposément infinie. C'est au nom du Progrès que l'on prône le développement et que l'on a inventé, à l'intention des pays du Sud, ce bricolage invraisemblable de petits et grands projets dits de développement, tandis qu'au Nord, on poussait en avant la croissance au nom du même progrès. De proche en proche, du Nord au Sud, les croyances se sont enchaînées les unes aux autres et sont présentées comme synonymes, interchangeable.

Chacune alimente la crédibilité des autres dans un vaste tourniquet : développement = progrès = espoir = croissance = développement = progrès = croissance = espoir, et ainsi de suite à l'infini.

## Que faire du Développement durable ?

Et alors que l'on pensait, assez raisonnablement, que la critique du « développement » commençait à convaincre un nombre de gens toujours plus important et réussissait à mordre dans l'opinion qui avait pris conscience des dégâts écologiques inhérents au mode capitaliste de création de richesse, le « développement durable » a déboulé dans le champ au début des années 80 et s'est porté volontaire pour rendre au « développement » une nouvelle légitimité en remplaçant celle qu'il avait en partie, mais en partie seulement, perdue.

Vu l'importance toujours plus préoccupante des problèmes écologiques, il fallait inventer un puissant antidote pour sauver le « développement » qui, au fil des ans, s'est confondu avec la mondialisation : ce fut le « Développement durable ».

« Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est d'une nouvelle ère de croissance économique, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable » (Brundtland XXIII). Tout se passe comme s'il est possible de garantir le beurre (croissance), l'argent du beurre (l'environnement), le surplus du beurre (la satisfaction des besoins fondamentaux) et

l'argent du surplus (les aspirations de tous aujourd'hui et à l'avenir). À cause du « développement durable », nous avons perdu 20 précieuses années.

La définition tirée du rapport Brundtland (1987) est révélatrice : « Le développement durable est un développement qui satisfait les besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire les leurs ».

Tout le monde connaît cette définition, mais pourquoi ne se pose-t-on pas la question suivante, qui est logique : puisque le « développement » n'a jamais satisfait les besoins des générations présentes, au nom de quel retournement de situation fabuleux, serait-il capable de le faire pour les générations suivantes ? Par quel miracle prétend-il nous faire oublier les promesses trahies ? (la santé pour tous en l'an 2000, la fin de la faim, l'éducation pour tous, etc.).

À partir des années 90, on a dit que le Développement durable reposait sur 3 piliers : l'économie, la justice sociale et la protection de l'environnement. Comment aujourd'hui, cette fois-ci à 60 ans exactement du lancement du concept par Harry Truman, ce « développement » qui n'a fait que creuser tous les écarts : entre les pays du Sud et du Nord, et à l'intérieur de chaque pays au Sud comme au Nord, se montrerait-il capable de promouvoir la justice sociale en devenant « durable » ?

Et comment, malgré cela, a-t-il pu agréger autour de lui un tel consensus, toutes positions politiques confondues ?

Une première réponse à cette question est la suivante : la croyance sur laquelle il repose est omnienglobante, irréfutable ! C'est la croyance en la vie. Le « durable » est pro-vie, en fait il est pro-tout : air, eau, biodiversité, biosphère, justice sociale... et économie ! Il est devenu une sorte de tabou de la modernité du XXI<sup>e</sup> siècle. Qui pourrait être « contre » la protection de l'eau et de l'air ? Personne, mais alors où est le problème ? Il réside précisément dans cette croyance aveugle, qui n'est nullement au service de ce qu'elle prétend défendre, et qu'elle brandit pour que tout un chacun s'en imprègne : elle est esclave d'un programme qui va dans la direction opposée à la valeur suggérée par la croyance. Cette valeur du « développement » que l'on veut rendre « durable », c'est aussi le progrès. Tout ce qui est susceptible de s'opposer à la croissance et au « développement » est immédiatement taxé de rétrograde, accusé de vouloir retourner à l'ère néolithique ou à l'éclairage à la bougie (un grand classique). Critiquer la croissance, c'est être considéré comme étant opposé au progrès. Croissance/progrès pour qui, croissance de quoi, croissance pour quoi ? Croissance/progrès au détriment de quoi, de qui ? Croissance bénéfique pour qui ? Telles sont les questions que l'on ne pose jamais.

Avec le « développement durable », on vend de la croissance en la faisant passer pour une protection de l'environnement. L'expression convenue est devenue la « croissance verte ».

On peut lire dans le bêtisier du « développement durable » des déclarations et des définitions « éclairantes » :

« Le développement durable, ce n'est pas la croissance zéro, c'est la croissance durable » (Alan Hay, 2006) ; Sarkozy : il est nécessaire « d'utiliser des instruments économiques au service du développement durable pour favoriser la croissance durable de notre économie »... (2006) ; « Le défi que nous devons relever est simple : concilier l'expansion continue de l'humanité et les ressources limitées de la planète ».

« Le développement durable n'est ni une utopie ni même une contestation, mais la condition de survie de l'économie de marché » ; enfin, dernière citation : « Le développement durable, c'est tout d'abord produire plus d'énergie, plus de

<sup>3</sup> La ligne d'horizon (l'association des amis de François Partant) diffuse les travaux de cet économiste pionnier de la critique du « développement », [www.lalignedhorizon.org](http://www.lalignedhorizon.org)

pétrole, plus de gaz, peut-être plus de charbon et de nucléaire, et certainement plus d'énergies renouvelables. Dans un même temps, il faut s'assurer que cela ne se fasse pas au détriment de l'environnement », Michel de Fabiani, président de British petroleum France. Ce qui revient à avoir comme projet de polluer plus afin de protéger davantage l'environnement... Toutes ces gesticulations pour garantir le même programme sur le fond, avec son cortège de dépendances, d'asymétries, d'inégalités, de remplacement de la pauvreté par la misère, et de destruction de la nature.

C'est l'histoire du petit chaperon rouge revisitée. Dans le « Développement durable », les rôles sont dévolus comme suit : le petit chaperon rouge représente les croyants du « Développement durable », beaucoup sont innocents et naïfs, pleins de bonne volonté ; ils trient leurs déchets, ils soutiennent des projets de protection de l'environnement, ils modèrent leur consommation de viande et d'énergie. Le Loup, quant à lui, représente le programme qui consiste à berner les croyants pour les manger ; il œuvre à la mobilisation totale de tout ce qui peut être considéré être des ressources à faire fructifier pour un plus grand profit, sans état d'âme ni scrupules autres qu'économiques et financiers ; le déguisement de Grand-Mère enfilé par le loup, c'est la croyance, la valeur mise en avant pour masquer le programme anthropophage et dévastateur. Le Loup, c'est le développement-croissance à tout prix, son accoutrement de sympathique Grand-Mère qui a bonne façon, c'est la durabilité proclamée, exhibée. Le « Développement durable » avance masqué derrière son expression débonnaire. <sup>4</sup>

Le « développement durable », c'est ce que nous avons appelé une mythologie programmée<sup>5</sup> et qui désigne tout ce qui prostitue une valeur pour faire avancer un projet, un programme qui, s'il n'était pas « vendu » de cette manière, rencontrerait de sérieux obstacles ou susciterait carrément le rejet.

Paradoxalement, c'est l'ampleur des dégâts constatés jusqu'ici qui rend parfaitement crédible le nouvel habillage du « développement » grâce à l'adjectif « durable » censé maquiller, une fois de plus, le « développement-croissance ». Les dégâts, les problèmes de tous ordres sont présentés comme autant de preuves que le « Développement durable » est nécessaire. On voit là la perversion du raisonnement. C'était déjà le cas avec le « développement non-durable » ; peu importait qu'il y ait plus ou moins de « Développement » de toute façon, cela prouvait soit que le « Développement » était un succès, donc qu'il fallait continuer, soit qu'il ne l'était pas – encore – et il fallait redoubler d'efforts. On entretenait ainsi la confusion entre le Développement réellement existant (le programme réalisé) avec le rêve d'un « monde meilleur pour tous » (le progrès comme démarcheur du programme).

Comme le discours humanitaire lui aussi fondé sur la valeur de la préservation de la « vie », le discours du « développement durable » est un *discours sans adversaires* (Philippe Juhem).

---

<sup>4</sup> Il existe une légende brésilienne selon laquelle le loup-garou, dévoreur d'enfants, se déguise sous les traits de la personne la plus proche de la future victime, celle à laquelle la victime ne peut pas ne pas accorder toute sa confiance, sauf à perdre tout lien avec son entourage proche. Le loup-garou s'incarne donc physiquement et prend le visage de la mère, de la sœur, de la grand-mère, ou du père, du mari, même de l'enfant.

<sup>5</sup> Marie-Dominique Perrot, Gilbert Rist, Fabrizio Sabelli, La mythologie programmée, l'économie des croyances dans la société moderne, Paris, PUF, 1992.

La plupart des gens continuent donc de croire dans le « Développement durable », même si l'on sait que la généralisation du modèle est impossible. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'ils aiment à croire qu'il y a toujours quelque chose de positif dans le fait même de se développer et que, si cette positivité pouvait être durable, on aurait tort de s'en priver. En plus, les pratiques proposées aux citoyens sous cette étiquette ont pour elles le bon sens écologique de base, même si l'on est incapable de calculer ce que représente l'efficacité des mesures anti-gaspillage et antipollution par rapport au gaspillage et à la pollution qui se poursuivent sur une tout autre échelle et qui rendent les premières dérisoires, *mais non moins nécessaires*.

Tout ce que prescrit le discours du « Développement durable » (si l'on met les choses au mieux), c'est qu'il faut ralentir le cours destructeur de l'économie mondialisée, sans remettre ce cours en question. Tout redevient possible, avec la « croissance verte », le business devient vert également. À l'intérieur de ce « signifiant rassembleur » qu'est le « développement durable » s'entassent pêle-mêle : un moratoire sur les OGM qui côtoie une défense des OGM comme solution pour vaincre la faim, une croissance continue qui flirte avec le respect de l'environnement, une économie de casino qui promet en même temps la sécurité des retraites et des emplois, etc. Ces confusions créent finalement dans la pensée ordinaire une sorte de tolérance aux contradictions. Cette tolérance est même taxée de bon sens et de réalisme ; ses critiques sont taxés d'empêcheurs de développer en rond ou de doux utopistes.

Ainsi, le « Développement durable » est caractérisé par l'obsession du symptôme : on est d'accord de faire toutes sortes d'efforts à condition : d'une part de ne traiter que les symptômes, et de l'autre de ne pas s'attaquer aux causes, aux racines des phénomènes.

Nous sommes victimes du « syndrome de la retouche ». Or, les bons sentiments et les bonnes pratiques n'ont aucune commune mesure avec l'échelle des phénomènes à combattre. On veut nous faire croire le contraire.

*Le « Développement durable » n'est pas soutenable parce qu'il ne remet pas en cause la croissance. Le « Développement durable » est insoutenable parce qu'il est fondé sur ce que l'on nomme de manière euphémisée des « coûts externalisés », mais qui sont en réalité des sacrifices humains. Pour que le soleil de la croissance puisse se lever chaque jour sur le monde de l'économie, il faut sacrifier les gens et la nature. Ainsi l'exigent les Aztèques du développement durable insoutenable.*

## **De l'objection de croissance à l'échange symbolique**

À partir de quels types de démarche critique les objecteurs se reconnaissent-ils et se distinguent-ils ? Il existe différentes démarches critiques et il est important de savoir à quel type de résultat chacune peut aboutir afin de rendre visibles les enjeux des débats entre objecteurs de croissance, et entre ceux-ci et les défenseurs du développement de la croissance.

Critique éthique : elle explicite les valeurs, les normes, les convictions qui guident l'action. Elle s'appuie sur des notions renvoyant à celle de sacré, au dogme, à une religion de type profane ou non. Humaniste, humanitaire, elle peut aussi être mystique, dans la mouvance de la *deep ecology*. La question des valeurs est essentielle, celle des limites également. Ce type de critique porte en elle le risque suivant : quand on a intériorisé le fait qu'on ne peut plus grand-chose sur rien, l'éthique (ou le moralisme) devient un substitut. Elle se présente comme ambitieuse, au-dessus des contingences,

parce que fondée sur des principes, elle peut devenir verbeuse, ne rien dire de fondamental.

**Critique interculturelle :** elle s'intéresse aux autres manières de faire, ailleurs dans l'espace et dans le temps ; elle emprunte des chemins latéraux, inusités ; elle est intersubjective, relationnelle, elle fait découvrir que le « développement » n'est pas universel, ou n'est pas nécessairement compris comme il l'est dans les pays industrialisés du Nord.

Elle peut être dévoyée en devenant absolument relativiste et en admettant n'importe quelle politique ou comportement au nom de la « culture ».

**Critique fonctionnelle :** elle est réformiste, pragmatique, correctrice ; elle se demande par exemple comment améliorer la fabrication de l'indice de croissance, mais n'interroge pas les raisons qu'il y aurait à décroître ; elle est soucieuse de gestion, de rationalité, d'accroissement de l'efficacité sans se poser la question du sens de l'action, sinon pour prôner des mesures qui permettent de faire mieux fonctionner le système existant. Elle est « mélioriste » et traite avant tout des symptômes, elle est donc très limitée.

**Critique politique :** elle analyse, fait des constats sur l'état des rapports de force, des stratégies et des tactiques. Elle est très portée sur l'indignation et la dénonciation. Elle peut s'y noyer. Elle met en lumière les phénomènes d'aliénation et de naturalisation du social.

**Critique de la connaissance :** elle questionne l'amont des phénomènes, s'attaque à leurs racines. Elle se veut conceptuelle et donc radicale. Elle montre en quoi la construction des savoirs et donc des croyances doit être examinée de très près si l'on veut comprendre pourquoi et comment les pratiques sont légitimées et présentées en quelque sorte comme « naturelles ».

Il n'y a pas d'étanchéité entre ces types de critique. La critique de la connaissance, par exemple, s'appuie sur la démarche interculturelle. Elles sont toutes en interaction ou en tous cas peuvent l'être chez une seule et même personne.

Les objecteurs de croissance pratiquent, de toute façon, et en tant « qu'objecteurs », une démarche critique. Mais ils ne forment pas bloc, ils viennent de différentes mouvances que l'on peut essayer de recenser. Pourquoi est-ce important de le faire ? Parce que, sans nécessairement souhaiter qu'elles se fédèrent, nous pouvons imaginer un front diversifié de personnes engagées dans une réflexion et des pratiques dissidentes annonciatrices et révélatrices de ce que pourrait être l'après-développement. Et il est évident qu'il y a débat. Savoir se repérer et repérer les autres dans le champ y contribue.

Gilbert Rist, Didier Laurencin, Fabrice Flipo ont travaillé sur une typologie des décroissants ou des objecteurs de croissance :

– Les décroissants forcés, qui ne sont pas nécessairement objecteurs de croissance, mais qui subissent la décroissance (de leur qualité de vie, de leur capacité de survie, de leur revenu, etc.). Ils sont chômeurs, exclus, paysans sans terre, bidonvillois, etc. Ils ne se présentent pas, ou rarement comme objecteurs de croissance. Ils le sont, à la manière des peuples autochtones. Sans avoir besoin d'objecter à quoi que ce soit, ils défendent leur mode de vie.

– Les objecteurs de croissance pragmatiques, qui s'interrogent sur leurs pratiques de consommation, sont attentifs à leur empreinte écologique et sont adeptes de pratiques qui vont dans le sens d'une sobriété et d'une frugalité volontaires.

– Les décroissants de fait qui vont plus loin dans la recherche

d'une autonomie liée à l'autoproduction, l'écoconstruction, la prise de distance vis-à-vis du salariat et même de la monnaie. Ils ont choisi de vivre hors des villes et de former des ébauches de communautés ou, en tout cas, tentent de développer des pratiques d'échange et de solidarité.

– Les objecteurs de croissance utopistes qui militent pour une autre société, des pratiques conviviales, plus de liens, moins de biens. Ils critiquent l'économicisme ambiant.

– Les décroissants associatifs qui vivent en ville et donc sans prôner une autonomie impossible, ils font partie des AMAP, des jardins partagés, des SEL, etc. Ils prônent une relocalisation de l'économie et la consommation de biens localement produits.

– Les décroissants anarchistes qui sont contre l'économie de marché et l'État comme relais de l'économie à la mode capitaliste, du marché et de la croissance ; ils abominent l'écocitoyennisme, l'écologie et toute forme de récupération, et tout recyclage inoffensif pour la critique du système.

– Les décroissants politiques qui attendent de l'État qu'il mette en place des régulations nationales et internationales pour limiter les dégâts en termes de pollution, de consommation absurde, d'OGM, d'économies d'énergie. Repenser une société avec des liens de proximité, relocaliser l'économie pour la même raison, sortir du nucléaire et des centrales, interdire les OGM et la construction de nouvelles autoroutes ou de nouveaux hypermarchés.

On le voit, il y a de nombreux points de recoupement entre ces catégories d'objecteurs de croissance<sup>6</sup>.

## « Développement durable » et écocitoyennisme

Il me semble parfaitement cohérent de faire à la fois une critique radicale du « Développement durable » comme poursuite du même et du déjà connu ET en même temps de promouvoir individuellement et collectivement des gestes dits « éco-citoyens » ainsi que des projets qui témoignent – symboliquement – d'un souci et d'un respect pour son environnement immédiat et pour la planète en général.

Certains se moquent de « l'écocitoyennisme » et de ces gestes qu'ils qualifient de manière assez paternaliste, de sympathiques, mais qui restent sans conséquences réelles sur la situation tout en donnant bonne conscience.

Personnellement, je refuse ces propos désabusés et démobilisateurs. Rien ne nous empêche de rester lucides sur leur portée limitée et leur caractère symbolique. En les accomplissant, il s'agit de participer à un rituel d'impuissance, mais qu'il faut honorer. On écrasera donc les bouteilles, on triera ses déchets. Pourquoi ? Parce que cela nous rappelle que l'essentiel est ailleurs, mais aussi pour éviter de tomber dans une posture de « radicalité chic » et se gargariser de discours politiquement et écologiquement corrects en continuant imperturbablement à alourdir notre empreinte écologique ou à surconsommer.

On sait bien que faire ses gammes, ce n'est pas jouer du piano ; trier, recycler, préserver, économiser, s'inquiéter de

<sup>6</sup> Par ailleurs ils travaillent sur la base d'un constat qu'ils partagent tous. Si, maintenant, on élargit le champ et que l'on considère non pas seulement les objecteurs de croissance, mais plus largement les critiques d'un état de fait économique et politique qui ne sont pas des objecteurs de croissance, nous aurons deux catégories de plus : ceux qui souhaitent qu'il se produise une croissance continue dans les pays du Sud et une relative décélération de la croissance au nord (Attac) et ceux qui militent pour le « développement durable » et une croissance verte.

son empreinte écologique, ce n'est pas faire du « Développement durable », ni pratiquer une décroissance moralisante et démoralisante, c'est entrer dans la logique de l'attention et du soin, qui est le premier pas vers soi et vers les autres ; *c'est un rituel de soins palliatifs* qui nous fait prendre conscience que cela ne suffit évidemment pas. Tel est le potentiel subversif des pratiques dites écocitoyennes qui préservent et respectent l'environnement. Ils font office de piqûres de rappel et aussi d'outils à valeur pédagogique, pour soi, pour d'autres.

On est là sur une arête puisque ces comportements écologiques, qui prennent aussi la forme de la simplicité volontaire, sont récupérables. Ils permettent au système de faire croire à tort qu'il est réformable, qu'il est engagé sur une voie positive. Donc, il faut à la fois écraser soigneusement ses bouteilles en restant conscient que l'on en est réduit à un geste qui exhibe la perversité d'un régime économique, prône le replâtrage, la réparation, la lutte contre le symptôme alors que la destruction s'approfondit et que le véritable et fondamental tri s'effectue entre les êtres humains (entre les rescapés et les autres), entre les sociétés. Le tri des déchets doit nous rappeler que la sélection économique non naturelle des êtres humains aboutit aussi à un tri peut-être involontaire, mais bien réel entre les battants et les autres.<sup>7</sup>

## L'échange symbolique comme antidote

Contre la violence symbolique imposée par la mythologie programmée, il faut réintroduire l'échange symbolique.

Comme le dit Baudrillard, c'est l'échange symbolique qui contrevient le plus fondamentalement au système marchand généralisé, ou en d'autres termes qui sont toujours ceux de Baudrillard : tout ce qui s'échange symboliquement constitue une menace pour l'ordre dominant. Nous avons là une occasion de retravailler, revitaliser les croyances sur lesquelles repose cet échange symbolique.

Nous imaginons le changement nécessaire de croyance comme un échange qui suppose que l'on troque ce que le système nous propose de linéaire, d'irréversible, et de positif dans le déroulement du temps (à savoir l'idée de Progrès) contre une pratique de l'ambivalence et de la réversibilité. C'est cette vision de la ligne comme le seul chemin avec le seul choix d'aller en avant ou en arrière dont il faut s'extirper.

Le progrès n'est pas positif en lui-même, ses réalisations sont réparties inégalement, les dégâts qu'il provoque aussi.

Ce n'est pas très original, mais on en revient toujours à la seule forme d'échange qui crée du social, c'est-à-dire au cycle de la réciprocité. Avec la triple obligation exposée par Marcel Mauss, « donner, recevoir, rendre », on quitte le règne du linéaire pour entrer à l'intérieur d'un système de ramifica-

tions multiples qui nous relient les uns aux autres par des dettes, des créances, des cadeaux, des coups de main, des apprentissages à occuper toutes les places successivement et simultanément : de donneur, de receveur, de personne qui rend...

Cette ambivalence dont la caractéristique est de créer de la relation ne vit que grâce à la croyance dans une *espèce d'incroyable*, à savoir *la liberté obligatoire* de donner, recevoir, rendre pour faire société. De quoi est-elle faite ? De don et de dette étroitement liés. On donne « librement » parce qu'on « doit » une dette.

Entrer à l'intérieur de cette logique, c'est comme d'entrer dans un univers où chacun est lié à l'autre et aux autres par des dettes et des créances. Ce n'est pas innocent, car ces relations sont grevées de contraintes et d'obligations. *Sommes-nous prêts à renoncer à ce semblant jouissif d'autonomie individuelle pour participer à une réciprocité généralisée si c'était là le prix à payer pour dégager nos vies de l'emprise de la marchandise ?*

Sortir nos vies de l'économie par le don ne garantit absolument pas une symétrie miraculeuse (l'égalité entre les partenaires) réalisée dans la relation de réciprocité généralisée ainsi créée. Au contraire, c'est l'écart, l'altérité plus que la différence, l'asymétrie qui perpétue le mouvement et qui assure la fluidité de ce dernier. Certes, la logique de la réciprocité généralisée met à mal les inégalités, mais pas les hiérarchies, elle ne les supprime pas. En revanche, elle introduit la réversibilité, c'est-à-dire qu'elle brasse les cartes, qu'elle permet de repartir « à zéro ».

Au don correspond le contre-don, au déroulement du temps, celui de la présence du cycle, des saisons, des retours de bâton, mais aussi des régénérations généreuses ; à l'ordre de la production, celui de la destruction, au don de la vie, celui de la mort. Ce sont ces basculements d'une chose dans l'autre que l'échange marchand nie *pour faire mieux courir les vies derrière une chose morte à adorer* : le fétichisme de la marchandise.

C'est ainsi que nous passerons de l'échange marchand sans dettes (dont on a barré l'aspect relationnel) à l'échange avec dette, du rapport marchand à la logique de la réciprocité. Ce n'est pas une mince affaire, et ce passage n'est pas dépourvu d'ambiguïté. Dans le sens que l'on ne pourra pas obtenir quelque chose pour rien. Que, si l'idée de sacrifice, de don, de dette, de décroissance, de déconsommation, froisse certains, ceux-là mêmes qui font une critique radicale du système, c'est que la croyance dans l'irréversibilité de la recherche du bien-être, du bonheur, libertaire ou non, est encore bien vivace. Mais en même temps, n'oublions surtout pas de faire le calcul de ce que nous avons perdu avec le

« développement » et ce que d'autres ont perdu (ou n'ont pas gagné) avec le « développement » : privatisation des biens communs, destruction qualitative des ressources naturelles, destruction du lien social via la concurrence et l'individualisation forcenées, accroissement faramineux des inégalités.

Nous pouvons entrer dans un mouvement de libération, nous libérer de la croyance selon laquelle il est possible (et souhaitable) d'accumuler sans sacrifier, de donner sans perdre ; de prendre sans rendre ; de concentrer de la valeur non échangée, d'exploiter sans renouveler, sans prendre soin ; de se passer de la réciprocité, c'est-à-dire de la réversibilité ; renoncer à la croyance selon laquelle il est possible d'aller au-delà de certains seuils (cf. Illich) sans que le résultat de ce que l'on obtienne ne change de nature et ne devienne précisément ce que l'on cherchait à éviter ou à dépasser.

Il ne s'agit pas tant de sortir de l'économie, que de sortir l'économie de nos vies autant que le permet notre imagina-

<sup>7</sup> Nous y sommes constamment confrontés lorsque des défenseurs de la croissance au nom du « Développement », nous opposent les attentes des peuples du Sud vis-à-vis de l'accès aux modes de vie des couches supérieures des pays industrialisés. « Comment pouvez-vous refuser aux autres ce que vous avez toujours recherché et obtenu ? Le confort, la science, l'abondance économique ? » Or, pour que ce discours puisse être crédible, il faudrait que deux conditions soient réunies :

La première serait que le « Développement » (à la fois rêvé et promis depuis 60 ans) connaisse un début de réalisation et contribue réellement à l'amélioration des conditions de vie des populations. Ce qui n'est pas le cas. La seconde, c'est que le ce modèle soit écologiquement réalisable. Or il ne l'est pas (tout le monde le reconnaît aujourd'hui) et donc, il ne peut plus passer pour un modèle.

tion mise au service de nouvelles pratiques.

Consommer moins, par exemple, sert à tester quelque chose comme du temps gagné (pour faire quoi ?), comme des économies réalisées (à quoi les destiner, à qui ?), et à en tirer des flashes liés à une vision différente de ce que peuvent être ses besoins, ses désirs. Vis-à-vis du *système pris dans son ensemble*, le fait que je consomme moins, ou que je déconsois, ne va rien changer effectivement. Je travaille seulement en vue d'une diminution de ma dépendance aux médiations économiques et j'en tire des enseignements, des réflexions, ma vision des choses se transforme, je ressens le besoin de partager avec d'autres ces découvertes, certaines micro-croyances sont ébranlées. Certains micro-rituels peuvent s'instaurer qui alimenteront les échanges symboliques. À partir de là, je peux accéder à une vision, une pratique plus collective en ayant peut-être quelque chose à offrir.

La déconsommation (un ensemble parmi d'autres possibles de pratiques d'après-développement) comporte un intérêt dans la mesure où elle a partie liée avec la logique du don et ne reste pas scotchée aux seules préoccupations écologiques. Avec la logique de la réciprocité, on prouve que l'on est au-dessus des biens au point de les détruire, de s'en départir, *de s'en libérer* (plutôt que de s'en priver) pour créer et garantir la présence de liens.

L'échange symbolique introduit la rupture d'avec l'ordre économique. Comment peut-on se réapproprier la conviction selon laquelle, c'est du symbolique dont nous avons fondamentalement besoin, c'est-à-dire de lien social, de justice sociale, de beauté, d'altérité, de complicité ?

Dans l'optique de la réciprocité généralisée, la formulation de la croyance donnerait quelque chose comme : l'homme ne peut donner que ce qui lui a été donné. L'homme au départ est investi d'une gratitude qui le rend généreux au lieu de cupide. Dans la pratique, ce qui lui a été donné, il doit le transmettre, le faire circuler.

Il ne s'agit pas de se « shooter à la morale » (Régis Debray), mais de créer de nouveaux mondes ici et maintenant. Dans sa formulation ultra simple, la question que pose Jean-Claude Michéa est d'autant plus pertinente : « Où, comment pouvons-nous nous remettre à partager, à faire ensemble ? »

Nous sommes les premières sociétés qui ont renié la dette ontologique, primordiale envers la terre, les ancêtres, la vie elle-même et les dieux, au profit du contrat, de la désacralisation du monde et du profit individuel. En d'autres termes, nous sommes devenus des petites parts de marché sur deux jambes et seule notre solvabilité est à même de nous assurer une prise en compte de, et par la société, marchande bien entendu. Alors qu'auparavant, on naissait endetté (à commencer vis-à-vis de la vie qui nous avait été donnée) et on était de ce fait immédiatement pris dans un cercle de dons et de dettes, nous aspirons aujourd'hui à l'indépendance (mais connectée et branchée), à l'autonomie (mais bien sécurisée), etc.

Pour lutter contre la violence symbolique, les oxymores religieux, on devra privilégier à chaque fois le don au contrat.

Essayer de « sortir l'économie de nos vies », cela consisterait donc à substituer des relations à caractère symbolique aux relations de caractère marchand, *à chaque fois que c'est possible*, de les privilégier par principe, *c'est-à-dire à injecter des doses de ce qui est au cœur de la résistance au système capitaliste*. Privilégier les trois obligations<sup>8</sup> par rapport au rapport binaire établi dans le contrat qu'il soit de vente ou

d'autre chose.

Comme le relève Anselme Jappe « (...) La plupart des gens accomplissent jour après jour des actes qui, dans l'optique strictement "libérale" de l'intérêt propre, devraient être jugés inutiles et nocifs »<sup>9</sup>. Il pourrait donc s'agir de systématiser, théoriser, développer ces actes « inutiles et nocifs » pour le système.

À cet égard, puisqu'il faut terminer par dire ce que l'on voudrait faire croître, essayons de réfléchir à comment multiplier le nombre de personnes susceptibles de créer un début de masse critique capable de peser socialement.

C'est une tâche évidemment difficile, car les objecteurs de croissance ne sont pas des missionnaires évangéliques qui déteindraient le monopole du bien, ce ne sont pas des croisés. Leur force tient à ce qu'ils s'opposent non pas frontalement au système, mais qu'ils en démontrent et en démontent la cohérence irrationnelle en adoptant et en développant des savoirs, des discours, des pratiques individuelles et sociales dissidentes. À quoi les reconnaît-on ? À leur pouvoir de dire non, au droit qu'ils exercent de se désintéresser, de cesser de se laisser divertir de la recherche du sens de l'existence. C'est une lutte philosophique, politique, poétique, c'est-à-dire créative. Il s'agit d'être ailleurs que là où les autres se ruent, il s'agit de penser et de peser contre la réquisition infinie de nos ressources et de notre énergie pour des objectifs qui ne nous concernent plus ; il s'agit d'être attentif, sensible aux multiples formes que prennent la mobilisation et l'intoxication consommatoire dans nos vies. Il s'agit d'expérimenter le retrait volontaire, la surdité sélective, l'esquive. Il s'agit comme en escrime de rompre la mesure, c'est-à-dire de faire un pas de côté et de cette position nouvelle considérer ce qui vaut la peine, vraiment. Il s'agit de travailler les inerties, de résister au hors-sol de tous acabits, en commençant par les tomates hollandaises jusqu'à la mobilité touristique à travers le monde en passant par le refus de « l'utopie d'apesanteur totale » (Sloterdijk) que nous propose le virtuel. Il s'agit de savoir poser les bonnes questions, c'est-à-dire les questions déplacées qui fâchent, mais qui font aussi réfléchir. Il s'agit de refuser que l'on nous vende notre propre vie, de refuser de se laisser livrer à la marchandise comme du bétail à l'abattoir, de lutter contre l'attirance vers ce que le marché nous lance comme du pain sec aux canards. Il s'agit de redonner ses multiples qualités au sensible, à l'écoute. Le silence est déjà une alternative. Il ne s'agit pas d'apprendre à « vivre sans », mais de lutter contre l'optimisation de tout et l'obsession critique de plus de ce que nous avons déjà.

Il s'agit de retrouver le luxe du face à face, celui de l'échange qui est autre chose qu'une transaction (Jean-Luc Nancy), retrouver le luxe du temps perdu, distraire un maximum de ce temps asservi à l'argent pour développer un nouveau regard capable d'appréhender toutes les connexions vivantes et celles qui nous enferment. Et de faire vivre celles qui nous conviennent et qui pourraient convenir aux autres. Il s'agit de faire défection aux sollicitations multiples, refuser de participer au bavardage planétaire. La notion de progrès nous a rendus allergiques à celle de finitude. Nous ressemblons à ces enfants qui trépignent aux caisses des hypermarchés, gros bébés trop gras. Il s'agit de penser et de pratiquer un style de vie qui ne soit pas adossé à l'obsession du niveau de vie. Il s'agit de redonner du prix à ce qui n'en a pas.

---

<sup>9</sup>Anselme Jappe, « Examen critique de l'ouvrage de Michéa » in Revue du Mause permanente, [www.journaldumauss.net](http://www.journaldumauss.net)

<sup>8</sup>Donner, recevoir, rendre (Marcel Mauss).